

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Ce numéro est en grande partie consacré à la question de la signature des accords entre la Suisse et l'Union européenne. Plusieurs articles abordent ce sujet. La campagne n'est pas encore lancée, l'agenda reste à définir, et le Conseil fédéral – y compris les conseillers fédéraux UDC – donne l'impression de vouloir orienter le débat en faveur d'un rapprochement avec l'Union européenne. Ce flou nous invite à ouvrir dès à présent la discussion.



Bruxelles commence à Genève : **la Romandie comme épreuve de la souveraineté suisse**

Lena Rey - La Suisse romande pense autrement que la Suisse alémanique. C'est important de saisir cette différence pour comprendre comment l'opinion s'y construit. Les médias romands reflètent des idées assez homogènes, souvent éloignées de celles de la population. Il n'y a aucun équivalent à la NZZ ou à la Weltwoche. Les questions de souveraineté et de neutralité laissent le public insensible, préférant la justice sociale, les idéaux supranationaux d'un monde sans frontières, et l'Union européenne.

Certes, les Romands se sentent peu concernés par « les Bilatérales III ». Mais c'est un abus de langage trompeur que les partisans imposent et que les médias reprennent. En réalité on parle d'accord institutionnel et d'ingérence des juges étrangers en Suisse. Dans ce contexte, nous avons une Romandie qui s'éloigne de plus en plus d'un sentiment national et pourrait être la brèche qui fait basculer la Suisse. Ce qui préoccupe les romands au quotidien, c'est le pouvoir d'achat. Ce nouvel accord touche directement à cela : 350 millions de francs de tribut par an pour accéder au marché européen. **C'est une logique féodale dans laquelle nous deviendrions les vassaux.**

J'aimerais aussi alerter sur les problèmes de la libre circulation. À Genève, c'est notre réalité quotidienne.

Les loyers sont devenus inabordables, et le chômage reste trop élevé à cause de la concurrence avec les travailleurs frontaliers.

Cette pression se ressent partout.

Sur les routes : les bouchons explosent.

Dans les écoles : les classes débordent.

La criminalité transfrontalière augmente et pèse financièrement sur la Suisse.

Si demain les règles européennes s'appliquent ici, pourquoi les grandes entreprises resteraient-elles, alors qu'elles sont venues pour une régulation plus souple ? Si elles doivent payer plus et subir les mêmes blocages, elles partiront. J'en appelle à ranimer l'esprit suisse en Suisse romande.

La force de la Suisse, ce n'est pas seulement sa stabilité ou ses finances. C'est son indépendance d'esprit. Et cette fierté-là, on la sent encore très fortement en Suisse alémanique. Mais en Suisse romande, elle s'éteint peu à peu, parce qu'on nous a appris à nous excuser d'être suisses.

Il ne faut pas sacrifier notre fierté nationale et notre démocratie pour quelques contrats commerciaux. Car ce sont elles qui nous protègent du chaos. La souveraineté est une urgence politique, pour que la Suisse reste libre – et que le peuple suisse, et lui seul, décide de son avenir. —



L'Europe à la croisée des chemins

David Clerc - À l'occasion de la sortie de son livre *La Messe n'est pas dite*, **Éric Zemmour**, invité sur la chaîne d'information **CNEWS**, a parlé de sa peur de voir la France disparaître sous le poids de l'immigration massive extra-européenne et d'une islamisation toujours plus violente. Malheureusement, ce constat alarmant dépasse de loin les frontières françaises ; en Suisse, les données du **Haut-Commissariat des Nations Unies** pour les réfugiés nous apprennent qu'environ 200'000 réfugiés vivent en Suisse, un record historique. En Irlande, des émeutes ont rassemblé plusieurs milliers de personnes devant un hôtel réquisitionné pour des demandeurs d'asile, après qu'une énième fillette de 10 ans a été violée par un migrant dans la nuit du 21 au 22 octobre. En France, le procès du meurtre de Lola s'est ouvert ce 17 octobre, trois ans après qu'une Algérienne sous OQTF a violé et découpé en morceaux une fillette de 12 ans qu'elle avait croisée par hasard dans le 19ème arrondissement de Paris. À plus large échelle, c'est toute l'Europe qui est en train de changer de visage.

Du mépris de la volonté populaire

Cette situation ne vient évidemment pas de nulle part, elle résulte de divers choix politiques criminels et antidémocratiques. Criminels, puisque nous connaissons les conséquences de ce sans-frontiérisme inconscient ; Père Hamel, les enfants de la promenade des Anglais, les jeunes du Bataclan, les martyrs de Notre-Dame de Nice et tant d'autres seraient encore en vie si cette immigration folle avait été maîtrisée. Antidémocratiques, car jamais les Européens n'ont donné leur accord à l'invasion migratoire de leur pays et à chaque fois qu'ils ont été sondés, les résultats étaient toujours massivement défavorables à l'immigration. En Suisse, l'initiative populaire de l'UDC «Contre l'immigration de masse» avait été acceptée à 50,34% en 2014, l'initiative exigeait une limitation de l'immigration et demandait que l'Etat fixe des plafonds. Aucunement besoin de préciser que l'immigration n'a pas diminué, bien loin de là.

Une responsabilité collective

Il est important aussi de faire notre propre examen de

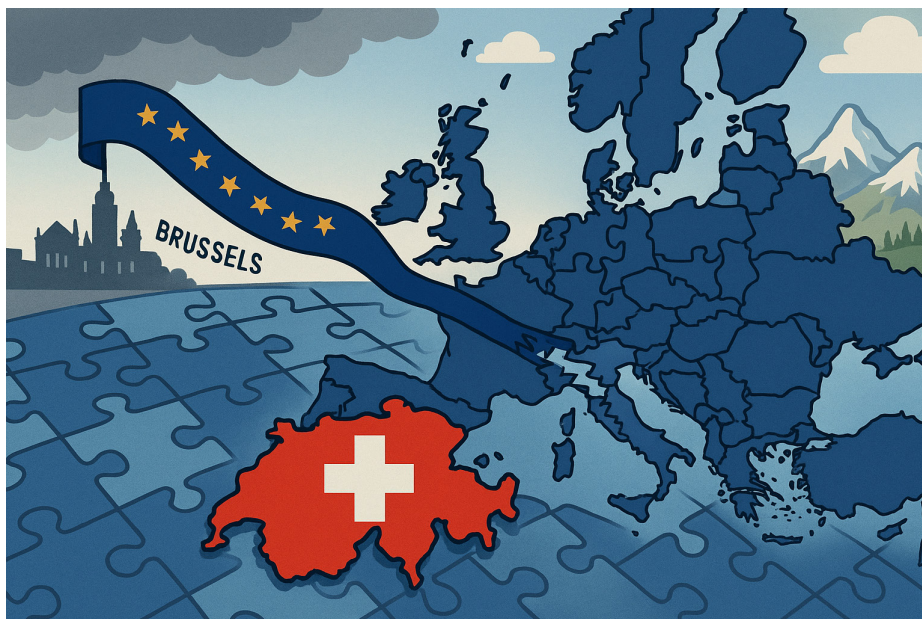
conscience. En effet, ce ne sont pas les immigrés qui ont vidés les églises, qui ont empêchés les Européens de faire des enfants ou qui ont promu la légalisation de l'avortement dans nos pays. Ce sont les Européens qui ont acceptés de leur plein gré de sortir de l'histoire et de vivre dans des sociétés individualistes, en cessant de transmettre leur précieux héritage à leur progéniture et en prônant à la place un mode de vie décadent, mortifère et nihiliste. Le Cardinal Robert Sarah avait osé parler de la responsabilité des autochtones sur la chaîne d'information Europe1 où il avait dit : «Les migrants arrivent dans un Occident fatigué, décadent, en pleine crise identitaire et culturelle, sans enfants et sans familles. L'Occident disparaîtra, noyé et éliminé par une population d'origine islamique car l'Occident a renié ces racines chrétiennes.» Nous pouvons regretter l'absence de discours de la sorte chez nos politiciens «de droite», qui préfèrent dans la majorité des cas parler des conséquences de l'islamisation et de l'invasion migratoire, en agitant sans cesse le spectre de la guerre civile, sans jamais parler des causes profondes qui ont créées un terrain fertile à cette situation tragique.

Sursaut catholique

Eric Zemmour a fini son interview sur **CNEWS** en plaçant ses espoirs dans un renouveau catholique de la France et de l'Europe. Bien qu'il soit nécessaire de garder une certaine méfiance envers ce politicien, fervent défenseur de la cause sioniste et très peu critique envers la tragédie de l'avortement, nous pouvons tout de même lui reconnaître une certaine lucidité quant à ce sujet. En effet, ces deux dernières années ont été marquées par un fort regain de la foi catholique en France avec une hausse spectaculaire des baptêmes d'adultes, notamment chez les jeunes, qui peut être expliqué en partie par une présence et une affirmation toujours plus visible de l'islam. Les mêmes dynamiques ont été aperçues dans beaucoup d'autres pays européens, ce qui traduit un phénomène civilisationnel de fond. Il est très réjouissant de voir que de plus en plus de jeunes rejettent cette société décadente et nihiliste pour embrasser notre magnifique religion, mais le chemin reste long et le combat catholique est loin d'être fini ! —

L'Union européenne fragilisée :

Un argument de poids pour le refus suisse



Eric Bertinat - Quelque soit notre opinion, nous sentons une tension profonde entre l'Union européenne en quête d'unité et la Suisse soucieuse de préserver son indépendance. D'un côté, un parti (l'UDC) et de nombreuses associations y compris professionnelles, s'opposent farouchement au paquet d'accords institutionnels avec Bruxelles, perçu comme une atteinte directe à la souveraineté nationale et à la démocratie directe helvétique. De l'autre, se trouve une Union européenne fragilisée, divisée, et incapable de parler d'une seule voix face aux grands défis mondiaux.

Les opposants s'appuient sur une vision claire : dire "non" à un système européen jugé tentaculaire et dysfonctionnel. Les critiques portent sur la reprise automatique du droit européen, l'ingérence de la Cour de justice de l'UE, la perte de contrôle démocratique, la pression migratoire et la dépendance économique. Pour ceux-ci, accepter ces accords reviendrait à "abandonner la Suisse" et à sacrifier les fondements de son modèle politique et économique. Cette posture souverainiste repose sur une méfiance envers une Union perçue comme bureaucratique, centralisatrice et affaiblie de l'intérieur.

Or, cette méfiance trouve un écho direct dans les constats alarmants dressés par de nombreux observateurs, telle [La Matinale européenne](#). L'Union y apparaît en morceaux, minée par les divisions politiques, les replis nationaux et les rivalités internes. Les tensions entre les États membres, illustrées par le cas de la Hongrie de **Viktor Orban**, mais aussi par la fragmentation des coalitions européennes, témoignent ainsi d'une incapacité à faire émerger une véritable cohésion politique. L'UE, c'est une institution internationale, en chantiers perpétuels, sans stabilité institutionnelle ni vision commune claire.

Ce constat nourrit, de manière implicite, l'argumentaire de ceux qui en Suisse rejettent tout rapprochement institutionnel trop poussé. Comment accepter de s'arrimer à une Union en proie à des crises de gouvernance, des désaccords énergétiques et des fractures idéologiques ? L'exemple du Brexit, la montée des partis populaires, hors du système gauche droite, la défiance envers Bruxelles et les débats sur la légitimité démocratique de l'UE renforcent le sentiment que la Suisse aurait plus à perdre qu'à gagner dans une intégration accrue.

Mario Draghi, qui fut Président de la Banque centrale européenne, appelle à un "nouveau fédéralisme pragmatique" fondé sur des coalitions de volontaires plutôt qu'une intégration uniforme. Ce réalisme traduit l'essoufflement du projet fédéral européen. Or, pour la Suisse, dont le système repose sur le compromis, le fédéralisme et la souveraineté partagée à l'échelle nationale, ce constat sonne comme un avertissement : si même les États membres peinent à trouver un modèle stable et efficace, pourquoi un État non membre accepterait-il de se placer sous une autorité dont les mécanismes internes sont déjà contestés ?

Les uns dénoncent une Europe trop intrusive, antidémocratique et instable, les autres illustre cette instabilité, montrant une Union désunie, affaiblie par ses propres contradictions.

La conclusion s'impose : la position de refus suisse n'est pas seulement idéologique, elle trouve une justification pragmatique dans la réalité actuelle de l'Union européenne. Face à une Europe en quête d'elle-même, tiraillée entre fédéralisme et souverainisme, la Suisse choisit de rester fidèle à son modèle : une démocratie indépendante, stable et cohérente : précisément ce que l'Union peine aujourd'hui à redevenir. —

140 ans d'Immortale Dei

Nicolas Moulin - Le 1er premier novembre 1885, le pape **Léon XIII** publiait une encyclique réaffirmant les principes de politique catholique face aux doctrines athées des nouveaux gouvernements. En effet, 1861 vit l'Italie s'unir, 1870 la troisième République française se former et 1871 l'empire allemand se proclamer. Le vent tournait, amenant et fortifiant les idées novatrices qui façonnent nos démocraties actuelles. Face à la montée de ces États forts et anticléricaux, Rome devait propager une fois de plus la lumière de la Vérité depuis son Siègne Apostolique et rappeler aux brebis fidèles leur devoir. 140 bougies ayant été soufflées, les États sont toujours plus forts et plus anticléricaux. La «civilisation» franc-maçonne et laïque s'est imposée dans les contrées les plus catholiques. Cela nous donne donc une merveilleuse occasion de reprendre courage en découvrant Immortale Dei.

La société est nécessaire à l'homme pour deux raisons : «pour, écrit Léon XIII, se procurer ce qui est nécessaire et utile à la vie et pour acquérir la perfection de l'esprit et du cœur.» C'est ainsi que l'a voulu la Providence qui a Elle-même institué une société parfaite par laquelle Elle sanctifie les âmes. De plus, afin qu'en chacun soit imprimé «une même impulsion efficace vers un but commun», l'autorité est requise. Ce principe d'ordre est aussi nécessaire à l'homme que l'est la société. Et donc, puisque tous deux procèdent de la nature humaine, ils ont Dieu pour auteur. Voilà la première grande pierre d'achoppement : le pouvoir ne vient pas du peuple mais de Dieu. L'État n'est pas une «multitude maîtresse, se gouvernant elle-même» mais une structure qui puise sa nécessité dans la Providence du Créateur et qui doit, par conséquent, se conformer aux commandements divins indépendamment de sa forme.

Le principe est clair et doit illuminer la façon d'aborder n'importe quelle sorte de société. Après une analyse de l'«ordre nouveau», le vénérable pape énumère six conseils pour aider les catholiques à vivre en pays indifférentiste et laïc où l'erreur et la vérité sont mis à pied d'égalité. Les voici :

1. Il faut s'en tenir avec une adhésion inébranlable à l'enseignement des Pontifes romains. Cela est valable en théorie tout comme en pratique lorsqu'une profession publique peut être requise. Léon XIII demande une obéissance sans faille à la Tradition ainsi qu'au Magistère. En effet, nos arguments sont ceux de la Maîtresse de toutes les vérités : l'Église catholique.

2. Le catholique se doit de conformer ses mœurs aux préceptes de l'Évangile. Oui, la Sainte Écriture comprise et lue dans le sens catholique est notre rocher dans la tempête des idées fausses.

3. Il n'est «pas permis d'avoir deux manières de se conduire, l'une en particulier, l'autre en public». Le pape insiste sur l'unité de notre vie comme un père spirituel pourrait nous inviter à ne pas être catholique à l'église uniquement.

4. Les catholiques doivent participer à l'administration des affaires de la cité ayant sans cesse le souci de la vérité et de la justice. Car, ajoute le pape, si nous ne nous engageons pas, le pouvoir sera aux mains de ceux qui ne veulent rien du salut. L'incitation est aussi valable pour le lancement de sa propre candidature que pour le devoir de voter.

5. Que «la liberté ne dépasse pas la limite posée par la loi naturelle et divine». La liberté doit en effet permettre aux hommes de choisir le bien. Ainsi donc, la liberté n'est pas synonyme de licence car celui qui fait tout ce qu'il veut n'est pas libre, mais esclave de ses passions.

6. Le pape conclut par une note qui condamne le zèle amer. Pas de dissensions ni d'accusations ou jugements infondés, demande-t-il, mais que la charité rayonne dans chaque action. Elle est la nature-même du Christ et c'est uniquement par elle que nous Le ferons régner.

Laissons enfin au grand pape la conclusion de ces quelques lignes. «Il Nous reste à implorer par d'ardentes prières le secours céleste, et à conjurer Dieu de faire lui-même aboutir au terme désiré tous Nos désirs et tous nos efforts pour sa gloire et le salut du genre humain.» —

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

**Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions**

www.perspectivecatholique.ch